

Gaëtan TREMBLAY, dir., *L'émancipation, hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises*

Québec, Presses de l'université du Québec, 2009, 302 p.

Catherine Gravet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/317>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 302-306

ISBN : 978-2-8143-0056-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Catherine Gravet, « Gaëtan TREMBLAY, dir., *L'émancipation, hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises* », *Questions de communication* [En ligne], 18 | 2010, mis en ligne le 09 mai 2012, consulté le 30 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/317>

Gaëtan TREMBLAY, dir., *L'émancipation, hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises.*

Québec, Presses de l'université du Québec, 2009, 302 p.

Comme l'explique Gaëtan Tremblay (« Introduction », pp. 1-4), c'est à l'occasion du départ à la retraite, en 2007, du sociologue engagé qu'est Jean-Guy Lacroix, que l'idée est venue à l'université du Québec à Montréal (UQAM) de rendre un hommage individuel à sa carrière tout en réalisant une réflexion sur l'émancipation et les transformations socio-historiques que cette notion-clé a connues. Tous les chercheurs ayant contribué au colloque et à ce volume d'actes ont, d'une manière ou d'une autre, collaboré avec Jean-Guy Lacroix. Ainsi trouve-t-on plusieurs membres du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS, fondé à Montréal fin 1980) et, du côté français, des membres du Groupe de recherche sur les enjeux socio-économiques de la communication (GRESEC) et du Laboratoire des sciences de l'information et de la communication (Labsic). Au total, les intervenants sont issus de six établissements français (universités Paris 13, Paris 8 et Grenoble) et 15 québécois (universités de Montréal, Laval, Trois-Rivières, Outaouais et Sherbrooke) et leurs communications sont réparties en trois axes : sociopolitique (les 9 contributions de la première partie, pp. 7-142), communication (7 articles, pp. 145-236) et éducation (5 articles, troisième et dernière partie, pp. 239-296).

Dans sa « Préface », Jacques Beauchemin salue l'idée d'un colloque (5-6 février 2008) qui veut « Penser l'émancipation à l'heure où se dérobe le pouvoir » (pp. ix-xx). En effet, depuis les premiers âges du

capitalisme, l'émancipation signifiait lutter contre l'État-nation et ses instances, pouvoir clairement déterminé et repérable, pour obtenir l'égalité économique, politique, juridique et sociale. Aujourd'hui, le pouvoir étant disséminé, complexe, diffracté, voire chaotique à cause de la mondialisation – bien que produisant toujours domination et injustice, l'émancipation est devenue la recherche de la reconnaissance, une course à l'égalité dans l'altérité, ce qui tend à faire oublier que le pouvoir est toujours issu du capital et lui profite.

Dans « L'émancipation et la modernité politique » (pp. 7-15), Gilles Bourque aborde l'histoire de l'idée, profondément subversive, d'émancipation, en suivant l'évolution de l'État en quatre étapes, de l'État libéral classique (1840-1880), à l'État néolibéral, en passant par l'État libéral réformé (1880-1930), et l'État-providence (1930-1970) : il montre que « le capitalisme, qui a toujours besoin de l'État, peut faire l'économie de la démocratie » et à quel point « les contradictions entre le développement du capitalisme et l'approfondissement de la démocratie sont ainsi au cœur de l'histoire de la modernité politique ». Si, au départ, l'émancipation concerne « les propriétaires mâles de 21 ans et plus », l'État-providence fait éclater les frontières entre les sphères privée et publique; la lutte pour l'émancipation, inséparable de la notion de solidarité, rend possible l'évolution de la société. Mais aujourd'hui, la globalisation capitaliste, néolibérale, avec son cortège de privatisations et de dérèglementations, érode les pouvoirs des institutions démocratiques, et les rapports sociaux se judiciairisent en favorisant la citoyenneté particulariste, en multipliant les « groupes d'ayants droit » dépolitisés : la fraternité et la solidarité sociale ne sont plus à l'ordre du jour.

Jacques Pelletier a relu attentivement *Une lente impatience* (Paris, Stock, 2004), une « trilogie sur l'histoire et la mémoire » comprenant un essai sur Walter Benjamin, un sur la Révolution française et un troisième sur Jeanne d'Arc, *Moi, la Révolution* (Paris, Gallimard, 1989), et *Jeanne de guerre lasse* (Paris, Gallimard, 1991), écrits de Daniel Bensaid, animateur de Mai 1968, membre fondateur de la Ligue communiste révolutionnaire, dirigeant de la Quatrième internationale. Dans « Le passé au présent. Histoire et politique chez Daniel Bensaid » (pp. 17-30), Jacques Pelletier montre que, pour ce militant, les défaites des opprimés sont autant d'étapes de l'émancipation de l'humanité et la politique doit primer sur l'Histoire, sans pourtant s'en affranchir complètement.

Dépouillant essais, correspondances et biographies, Gilles Dostaler montre que « Freud et Keynes » menaient en réalité « Un combat commun » (pp. 31-46). Les deux penseurs, conservateurs à bien des égards, méfiants à l'égard des classes populaires, ont vécu, le premier à Vienne, le second à Londres, avec quelque 25 ans de décalage, dans un contexte socio-historique qui explique en partie la modernité révolutionnaire de leurs œuvres : elles remettent en question l'ordre établi, sur le plan de la morale, de l'économie et de la politique. Keynes a lu Freud et Freud a lu Keynes mais ce qui frappe surtout ce sont les convergences de leurs analyses en matière d'argent, de capitalisme et de société. La fascination pour les métaux précieux, en particulier pour l'or, que Freud met en relation avec la merde et la stagnation au stade anal de développement, est le moteur du capitalisme. La thésaurisation et l'épargne sont des vices qui assurent un sentiment d'immortalité illusoire et canalisent les pulsions dangereuses. En 1930, Keynes dans « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » et Freud dans *Le malaise de la culture* réfléchissent à l'avenir de la civilisation, avec optimisme pour le premier qui estime que bientôt l'homme aura appris à employer sa liberté, avec pessimisme pour le second qui craint que les pulsions de mort et les instincts destructeurs sont difficiles à contrôler.

Diane Lamoureux explique comment, dans les pays occidentaux, « Féminisme et mouvement des femmes » évoluent « Entre émancipation et libération » (pp. 47-61) : « émancipation » apparaît dans le vocabulaire politique de la révolution française, les droits de l'homme concernant aussi les femmes, tandis que « libération », plus radical et plus récent, lié à la décolonisation, manifeste (fin 1960) une intention de rompre avec le passé. Après avoir obtenu une égalité de droits, il s'agit d'obtenir l'égalité dans les faits, et surtout la liberté pour toutes les femmes. Les cinq types d'oppression, exploitation, marginalisation, impuissance, impérialisme culturel et violence, peuvent avoir une dimension privée mais sont surtout la manifestation d'un système général d'oppression à la fois politique, économique, culturel, idéologique. Diane Lamoureux insiste sur le caractère libertaire, collectif, solidaire (avec abandon cependant de la notion de sororité), courageux et politiquement autonome du féminisme. Le processus de subjectivation politique du mouvement passe par une « désidentification », une déprise des identités assignées, commence par un exposé des torts et suppose une subversion des hiérarchies sociales qui permet à une autre dynamique, imprévisible, de s'instaurer.

Roger Delbarre tente de répondre à la question « La pensée marxiste a-t-elle et peut-elle encore constituer une force d'émancipation face à l'exploitation, l'aliénation, et à la domination des forces du capital? » dans une contribution dont le titre est un début de réponse, en forme de question : « Émancipation. Sur un recul historique, mouvement conjoncturel ou structurel? » (pp. 63-74). En réponse à l'exergue d'Ernst Bloch pour qui le marxisme est comme un foyer, Roger Delbarre conclut, après avoir décidé que le repli était conjoncturel : « Rien ne peut garantir l'émancipation de Sisyphe ».

Parfois sur le ton de la confession, lourde de sous-entendus (« Je ne suis le héros d'aucune révolution » ou « Je suis né en 1975, avec tout ce que cela implique »), parfois avec humour ou dérision (« L'Indien, apercevant Colomb s'écrie : "Ohé! Les gars nous sommes découverts" », Jean-François Fortier tente de définir « Le temps de l'émancipation ou l'avenir de l'action politique » (pp. 75-87). Il évoque ainsi ses racines personnelles, familiales, sociales, québécoises qui pourraient constituer son identité si un crime parfait n'avait pas été perpétré contre le temps, brouillant passé, présent et futur, provoquant une véritable implosion au cœur de la liberté individuelle.

En deux communications, « L'émancipation. Réflexions sur la liberté et le progrès moderne » (pp. 89-107) et « L'émancipation. L'ontologie de la valeur et l'exigence première de la justice » (pp. 109-127), Michel Freitag montre pourquoi, comment quatre siècles d'émancipation ont mené à une situation de catastrophe imminente, sur tous les plans, et même existentiel : c'est le développement de l'économie capitaliste qui entraîne l'« insoutenable légèreté de l'être ». Tout projet d'émancipation moderne étant fondé sur la liberté individuelle qui se condense en droit de propriété, l'idéal s'est transformé en utilitarisme totalitaire; la liberté de produire et de consommer; y compris dans les domaines culturels, s'est substituée à la liberté politique; le concept de l'universel a perdu toute signification au profit de l'immédiateté. Révolution philosophique majeure : le sujet est parvenu à sa propre dissolution, il s'est émancipé de lui-même en se déchargeant de sa volonté et de sa capacité de juger (ce qui faisait l'essence même de sa liberté). La justice, impliquant le respect de tout ce qui existe en soi, reste cependant l'idéal commun supérieur à tous les autres. Michel Freitag reprend certains points et discute alors l'analyse de Jan Patočka dans *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire* (1999), notamment

sa définition du travail comme dette de chaque individu à l'égard de la société qui l'accueille, ou l'idée que le « mouvement vers la vérité » serait absent des sociétés préhistoriques (Michel Freitag avance plusieurs exemples ethnologiques et convoque même les bandes dessinées de Bilal pour contredire Jan Patočka, qui s'en tient au seul plan épistémologique, négligeant le plan ontologique). L'ultime vérité de l'être serait le non-sens. Notre dépendance à l'égard du monde devrait nous amener à redéfinir la justice comme harmonie de toutes les parties au sein du tout. Surtout, il faut en finir avec le capitalisme globalisé et revenir à des économies locales, autarciques, centrées sur la satisfaction des besoins dans des groupements sociaux concrets basés sur des solidarités diverses. Mais nous sommes devenus tellement « accros » du capitalisme qu'il ne reste plus qu'à espérer qu'il entre en crise de lui-même, se détruise de l'intérieur et ne nous oblige à réagir dans l'urgence, avant la fin du monde.

La section politique se termine par la contribution de Jean-Guy Lacroix lui-même : « L'émancipation. Praxis fondamentale et instituante de la sociogénèse humaine » (pp. 129-142). Éminemment complexe, la question de l'émancipation s'inscrit dans le mouvement sociohistorique : l'action humaine fait face à deux formes d'aliénation, l'une issue de la nature et de l'humain, l'autre générée par la société. Dépendant des conditions objectives et du vouloir des humains, l'émancipation est un processus de longue haleine, qui n'est pas prédéterminé, où se succèdent changements modestes, véritables révolutions ou régressions aliénantes. L'objectivation, processus par lequel l'être humain se dote de « choses » (matérielles ou non) extérieures à lui-même, est elle-même à la fois émancipatrice et aliénante. Depuis les années 50, la puissance d'objectivation de l'humain dépasse les limites de la nature et détermine une crise existentielle inédite. Comme Marx l'a souligné, les modes d'organisation sociale, bien que globalement et historiquement en progrès, se révèlent toujours insuffisantes, aliénantes, totalitaires mais aujourd'hui, la technique et l'économie déterminent l'humain; « l'hyperindividualisme marchand postmoderne » amène l'être humain, prédateur de la nature et des autres, à se nier lui-même et fait régresser le mouvement sociohistorique de façon paroxystique et met en péril l'éthique.

Dans la section « communication et émancipation », parmi les contributions de Michel Sénécal, « Communication, émancipation et rapports sociaux » (pp. 145-156); André Mondoux, « Émancipation,

aliénation et surdéterminisme technique » (pp. 157-170); Philippe Bouquillon, « Le Web collectif et les discours de l'émancipation » (pp. 171-182); Nathalie Boucher-Petrovic et Yolande Combès, « Individualisme expressif ou délibération : les ambiguïtés du Web 2.0 pour l'émancipation des internautes/citoyens » (pp. 183-196); Marc Ménard, « Économie et culture : pour une nécessaire émancipation face aux idées reçues » (pp. 197-211); N'Diaga Loum, « Les discours des NTIC dans les pays du Sud : le piège récurrent de l'émancipation par le "haut" » (pp. 213-224); Gaëtan Tremblay, « Communication et émancipation : les défis de l'industrialisation et de l'écologie » (pp. 225-236), on retiendra surtout que l'utopie qui consiste à croire que communiquer plus signifie mettre un terme aux fractures sociales est un leurre. Toutes les technologies médiatiques, issues de l'économie de marché, ont toujours généré des espoirs relatifs à la liberté d'expression, mais surtout la mise en place par le pouvoir, qu'il soit étatique ou économique, le second se substituant au premier, de systèmes de censure, domination, manipulation contre lesquels aujourd'hui seul le mouvement altermondialiste tend à lutter. Michel Sénécal cite plusieurs exemples de groupes de résistance « altermédiatique ».

Les « outils sociaux » sur l'internet sont particulièrement critiqués. André Mondoux s'attaque à Facebook où l'individu hyperindividualiste peut sans fin se mettre en scène et se construire une identité qui fluctue au gré de l'instant et de ses envies. Dans une logique égotique de jouissance immédiate qui refuse toute forme d'autorité extérieure, le consommateur se fait par exemple des quantités d'amis qui constituent son public. Accumuler les références permet de faire fonctionner le réseau dans le but de rentabiliser la publicité qui y circule. Une logique marchande et aliénante soumet l'utilisateur à une surveillance constante qui vise à l'homogénéisation totalitaire. De même Philippe Bouquillon explique-t-il combien le Web collaboratif, qui joue un rôle important et indéniable dans les mutations en cours des industries de la culture et de la communication, est « intégré au système de l'industrie culturelle », malgré tous les discours de l'univers marchand sur l'émancipation. Nathalie Boucher-Petrovic et Yolande Combès mettent en évidence la nécessité de relativiser les possibilités émancipatrices généralement attribuées au Web : participation élargie à l'espace public et pluralité des points de vue : sous couvert de convivialité et de gratuité, se développe notamment le problème de la crédibilité ou de l'exploitation du travail gratuit. La prétendue libération de la parole mène plus au partage des mêmes opinions et des

mêmes intérêts dans des espaces construits sur mesure qu'au véritable débat citoyen...

Pour Marc Ménard, la culture n'est pas une « bonne » marchandise parce qu'elle ne possède aucune des trois propriétés typiques : l'exclusion (ses propriétaires peuvent empêcher d'autres personnes d'en jouir), la rivalité (personne d'autre ne peut l'utiliser quand le propriétaire l'utilise) et la transparence (les acheteurs doivent savoir ce qu'ils achètent). Les biens culturels possèdent au contraire des caractéristiques qui transgressent les conditions du marché : il ne s'use pas, on ne connaît sa valeur qu'après consommation, la structure de ses coûts (coûts de production élevés >< coûts de reproduction très faible) favorise la formation de monopole. Dans ce cadre, l'émancipation intellectuelle consiste à s'affranchir des diktats de la science économique dominante anglo-saxonne.

La section « Éducation et émancipation » contient cinq contributions : Bernard Miège, « Connaissance - Émancipation : une relation problématique » (pp. 239-247); France Aubin, « Intellectuels et émancipation : entre compétence technique et conviction éthique » (pp. 249-258); Dominique Carré, « De l'émancipation éducative à l'émancipation communicationnelle? » (pp. 259-267); Pierre Moeglin, « Aux origines de l'école moderne, un projet émancipateur incertain » (pp. 269-282); Éric George, « Le système universitaire : aliénation ou émancipation » (pp. 293-296).

Pour Socrate, Montaigne ou Jacques de Batencour (1654), l'école n'est que par cœur et rabâchage; pour la société, c'est un investissement qui sera plus efficace si les modèles coercitifs – militaire et hospitalier – s'imposent. L'école moderne s'est construite grâce à une triple émancipation, dont la première est déterminante : de l'école par rapport aux forces sociales et politiques, par l'école pour ceux qui en attendent épanouissement, avantages et progrès et à l'école pour les élèves. L'économiste marxiste Lê Thành Khôi (1967) est le premier en France à considérer l'école comme une industrie et l'industrialisation éducative est critiquée, contestée et combattue dès les années 60 (voir Ivan Illich) puis par les altermondialistes. Pierre Moeglin propose de militer en ce sens.

Éric George pratique un exercice de réflexivité sur l'université, milieu qu'il connaît bien mais qui n'est pas un de ses sujets de recherche. Cette position l'amène à adopter plus aisément une posture critique. L'université a toujours eu pour objectif émancipateur de proposer un modèle de civilisation.

Mais l'augmentation des frais de scolarité et des fonds privés dans le financement de l'université au Canada transforme l'étudiant en client et le professeur en véritable entrepreneur agissant dans l'urgence selon des impératifs de production, ce qui met en péril l'avenir de la recherche et les conditions de travail. L'autonomie et l'émancipation par la connaissance supposent une réelle implication dans le processus d'acquisition des savoirs; or l'individualisation des parcours des étudiants, leur tendance au pragmatisme exacerbé, leur incapacité à prendre des notes correctes, leur désintérêt pour le livre et l'écrit, l'introduction des nouveaux médias en sont autant d'entraves. Le système universitaire participe ainsi au « processus de basculement du monde vers une domination de l'économie sur le social (économie >> chrématistique). À la suite de Romain Rolland et d'Antonio Gramsci, Éric George appelle les intellectuels à « allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté » et à résister à l'invasion d'une « irraison totalisante » issue du capitalisme.

C'est à la fonction de l'intellectuel – personne dotée d'une certaine notoriété, qui intervient publiquement, sur des questions d'ordre social ou politique, à partir d'un positionnement idéologique (p. 250) – que France Aubin s'intéresse également. Une fois doté d'une légitimité restreinte accordée par ses pairs en raison de sa compétence technique, l'intellectuel peut être sollicité pour intervenir dans l'espace public, au nom de principes, et généralement en faveur de l'émancipation d'autrui. Aujourd'hui, les valeurs étant dévaluées et perçues comme subjectives, d'autres références éthiques, difficiles à préciser, que la justice et la vérité (voir Julien Benda) guident le clerc. Sans doute les droits de l'homme pourraient-ils constituer une sorte de « socle éthique universel » s'ils n'étaient souvent qu'un instrument politique. S'il veut participer à la guerre des idées sans être accusé de trahison, l'expert (ou le contre-expert) a tout intérêt à distinguer la démonstration scientifique de la prise de parole.

Jean-Guy Lacroix conclut cet ensemble de réflexions magistrales, dans « Pour une nouvelle éthique de l'émancipation » (pp. 297-303) : l'émancipation « est un devoir d'humanité ».

Catherine Gravet
Université Mons-Hainaut
 catherine.gravet@umons.ac.be